

21E SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE TUNIS Au chevet du système économique mondial

De notre envoyé spécial à Tunis Zouhir MEBARKI - Dimanche 08 Novembre 2009 - Page : 24



Mohamed Ghariani, Secrétaire général du RCD

184 personnalités venues de 46 pays ont assisté au symposium organisé par le parti du Rassemblement constitutionnel démocratique de Tunisie (RCD). Parmi eux des représentants de trois partis politiques algériens.

C'est à une grande rencontre d'éminentes personnalités à laquelle nous avons eu droit et qu'un participant n'a pas hésité à qualifier de «*Forum de Crans-Montana tunisien*». Ce sont en effet 24 centres de recherches et d'études à travers le monde qui y ont délégué leurs représentants.

Des responsables de 69 partis politiques étrangers étaient également présents. Au total ce sont 184 personnalités venues de 46 pays qui ont assisté au symposium organisé par le parti du Rassemblement constitutionnel démocratique de Tunisie (RCD). Un symposium qu'organise annuellement le

RCD autour de la problématique de l'heure. Un symposium qui en est à son 21^e édition et qui coïncide cette année avec la célébration du 22^e anniversaire du changement opéré en Tunisie depuis l'arrivée au pouvoir, le 7 novembre 1987, du président Zine El Abidine Ben Ali. «*Quel système économique global pour garantir la stabilité et le développement dans le monde?*» aura été, cette année, la grande question à laquelle chaque participant s'est efforcé d'apporter sa réponse.

Les travaux du symposium ont débuté par un discours du président Ben Ali prononcé en son nom par le secrétaire général du RCD, M. Mohamed Ghariani. «*La conjoncture économique et financière mondiale a connu sa crise la plus grave depuis les années 30 du siècle dernier, du fait de l'étendue de la marge de risque due à la mondialisation des marchés financiers et à l'usage abusif des instruments financiers sophistiqués qui ont alimenté les manoeuvres spéculatives et creusé l'écart entre le secteur productif et le secteur financier*», a déclaré en substance le président tunisien. Après avoir rappelé les différentes mesures empreintes de «*réalisme*» prises par la Tunisie comme la mobilisation des «*secteurs bancaire et financier au service de l'activité économique*» ou encore d'avoir «*accordé la priorité à l'affranchissement des opérations financières liées aux activités de l'entreprise économique, ainsi que des investissements directs qui contribuent au financement de projets générateurs d'emplois*» et bien d'autres réformes qui ont permis de «*renforcer l'aptitude de notre économie à faire face à la crise*», le président Ben Ali a appelé la communauté internationale «*à concevoir une stratégie mondiale équitable et non discriminatoire*», laquelle «*stratégie devra également favoriser la participation des pays en développement à la prise de décision au niveau international*».

Pour cela le président Ben Ali est convaincu, entre autres, de «*la nécessité d'impulser l'investissement extérieur et de développer les financements au profit des pays en développement*». A l'adresse des participants du symposium, le président tunisien n'a pas manqué de préciser qu'il s'agit d'«*une volonté politique créatrice et une action intellectuelle et morale exhaustive que vous êtes - j'en suis persuadé - les mieux qualifiés à concrétiser et à renforcer lors de semblables rencontres et forums consacrés à l'examen des problèmes mondiaux qui se posent à notre époque*».

Les deux journées qu'auront duré les travaux ont permis à plusieurs intervenants d'exposer les résultats de leurs recherches et réflexions. Il est impossible, ici, de les reprendre toutes quand bien même toutes les interventions étaient de haute facture. Pour le président de la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale française, M. Patrick Ollier, «*il est clair que tous les pays ne pourront pas faire les mêmes efforts. Certains n'en ont pas les moyens: il faudra que les pays riches financent cet effort. D'autres sont encore en voie de développement: ils ne doivent pas payer pour le développement passé des pays riches*». Et de dresser ce terrible constat: «*Mettre en place une politique de développement durable est urgent pour l'homme et la planète mais extrêmement difficile compte tenu des intérêts en jeu!*» L'ancien président du Conseil des ministres italien, M. Massimo D'Alema, pour sa part, insiste sur «*deux pistes principales: la réforme des organisations internationales et la promotion d'une intégration régionale plus poussée...*». Pour lui, «*le moment est venu de réformer et de renforcer radicalement les instruments de la gouvernance, à partir des Nations unies jusqu'aux institutions de Bretton Woods*». Il constate également que «*le Maghreb pourrait faire beaucoup plus pour rejoindre ce niveau d'intégration (celui de l'Union européenne Ndlr) qui a encore du mal à se développer pleinement et qui donnerait sans aucun doute plus de force à la région tout entière ainsi qu'à toute l'aire de la Méditerranée*». Lui succédant, M. Pier Antonio Panzeri, chargé des relations du Parlement européen avec les pays du Maghreb, a été remarquable de franchise en révélant que «*nous (l'Europe) continuons à signer des engagements pour réduire de moitié la faim d'ici 2015, mais jusqu'à présent, la seule chose que nous avons réduit de moitié ce sont les fonds*

pour les aides».

Étaient également présents à ce 21^e Symposium international des représentants de trois partis politiques algériens, M.Bouguerra Soltani pour le MSP, M.Mohamed Nadir Boulgroun pour le FLN et MM.Abdesselem Bouchouareb et M.Ahmed Boubrik pour le RND.

Dans son intervention, M.Bouchouareb n'a pas manqué d'insister sur sa *«certitude que le monde a besoin d'un changement radical de mode de développement économique et de démocratisation des relations internationales qui placent, enfin, l'Homme au centre des préoccupations...à l'image de ce que nous essayons de faire en Afrique dans le cadre du Nepad»*. De M.Boubrik, très sollicité par les journalistes à chacune de ses sorties de la salle de conférences, nous avons retenu son *«appel à la communauté internationale d'avoir à faire preuve de vigilance continue à l'égard de cette crise due à l'échec du modèle libéral qui donne le ton à la liberté sans tenir compte du contrôle systémique, ce qui a provoqué la privatisation des profits et la mondialisation des pertes»*.

Deux jours de travaux soutenus et d'une rare densité au chevet du monde malade pour n'avoir pas vu venir à temps les causes de son malheur. Le mal est là. Pour en guérir, les participants sont à peu près tous d'accord sur la complexité de son *«traitement»* et du temps important qu'il faudra pour son *«administration»*.

Droits de reproduction et de diffusion réservés (c) L'Expression